

# ECRAN DE VEILLE



PROSPECTION GÉOSTRATÉGIQUE  
VEILLE SÉCURITAIRE  
CONTRE-TERRORISME  
RÉSISTANCE AUX EXTRÉMISMES

N°03 - AOÛT/SEPTEMBRE 2019

## SOMMAIRE

- 02 **EDITORIAL** : Le casse-tête qatari : Tamim sur les pas de Saddam Hussein ?
- 02 **CONFIDENTIEL** : Sarkozy fait du lobbying pour la Qatar en Afrique francophone
- 03 Koweït : changement en perspective dans l'ordre succession
- 03 Al-Qaïda veut raviver le « djihad » en Arabie
- 03 Le Qatar cherche des auteurs pour un livre intitulé « Emirates Papers » !
- 04 **CONJONCTURES** : **Afrique, Terrorisme, France, Iran, Turquie, Qatar**, les dessous de l'actualité internationale
- 10 **EXPERTISES** : Quand le Hamas trahit les palestiniens, par Martine Gozlan
- 11 Pourquoi la Turquie joue la Russie contre les Etats-Unis, par Christian Malard
- 12 Antiterrorisme : faire face à « l'ennemi de l'intérieur », par Roland Jacquard
- 13 Le Suisse Nicolas Blancho : faux hurlubertu, vrai islamiste pro-Qatar, par Ian Hamel
- 14 Les enjeux de la gestion de l'eau au Moyen-Orient, par Fabienne Durand
- 15 Ma rencontre avec Abdelrahman al-Nouaïmy, argentier qatari du terrorisme, par Georges Malbrunot
- 16 **INVESTIGATIONS** : Financement du terrorisme djihadiste : nouvelles révélations sur la « Qatar Connexion »
- 18 **DOCUMENTS** : Frères musulmans et extrémisme, les liens sulfureux
- 20 **PROFILES** : Hamza Ben Laden, la fin du rêve dynastique d'al-Qaïda

## EXCLUSIF CORRUPTION EN ALGÉRIE

# Qui sont les 15 mystérieuses personnalités qui se partagent la rente pétrolière ?

Dans le prolongement de notre enquête sur les scandales de corruption de la compagnie pétrolière algérienne *Sonatrach*, en lien avec le clan des Bouteflika (*Ecran de Veille*, n°2, juin-juillet 2019), nous avons pris connaissance d'un « rapport spécial » portant sur une enquête financière au sujet d'une société offshore enregistrée dans les Îles Vierges britanniques, sous le nom de *Sonatrach Petroleum Corporation*, qui servirait de parachute financier permettant à 15 personnalités, dont ce document confidentiel ne révèle pas les identités, de se partager un gigantesque pactole émanant de la rente pétrolière algérienne !

Le rapport précise que cette société offshore est enregistrée dans les Îles Vierges britanniques, mais n'emploie aucun personnel ni n'effectue aucune opération sur place. Elle est représentée par un agent local, du nom de *Harneys Corporate Services Limited*, qui lui fournit une adresse et une boîte à lettre, comme il est d'usage dans les paradis fiscaux.

Le rapport révèle que ce bras offshore de la *Sonatrach* dispose de quatre comptes bancaires. Et cite, à titre

d'exemple, qu'en décembre 2012, le premier compte, domicilié chez HSBC, était crédité de 923 millions de dollars ; le deuxième, chez Barclays, était doté de 1,32 millions de dollars ; le troisième, chez VP Bank, était crédité de 549 mille dollars ; le quatrième, chez *Crorebridge Bank Ltd*, contenait 215 milles dollars. Le rapport affirme que la société dispose, par ailleurs, de trois autres comptes à Panama, qui effectuent régulièrement des transactions avec les quatre comptes indiqués ci-dessus.

Et dans une section intitulée « Additional Information », le rapport indique que ce bras offshore de la *Sonatrach* effectue des transactions en faveur de 15 personnalités de nationalité algérienne sur des comptes offshore détenus par ces personnalités à Panama, aux îles caïman, en Suisse, au Luxembourg et au Lichtenstein.

Le rapport précise que « la liste des pays (ou les comptes en question sont domiciliés) n'est pas exhaustive et ne saurait l'être ». Et conclue que « malgré cela, nous avons confirmé que des transactions en faveur de dirigeants et hommes d'affaires algériens ont bel et bien été effectuées » ! ●

## FINANCES OCCULTES DES FRÈRES MUSULMANS

### Lord Energy sur les pas d'al-Taqwa ?

Suite à notre enquête intitulée *Corruption en Algérie : la filière qatari-frères musulmans des Bouteflika* (*Ecran de Veille*, n°2, juin-juillet 2019), nous apprenons que la compagnie de négoce pétrolière *Lord Energy*, dirigée par Nazim Nada, le fils du célèbre financier des Frères musulmans, Youssef Nada, se dirige vers un dépôt de bilan.

Un scénario qui rap-

pelle le précédent de la banque *al-Taqwa*, dirigée par Nada-père, mise en faillite, suite à la révélation de son implication dans le financement du terrorisme, au lendemain du 11 septembre 2001. Dans les deux cas, l'objectif de la mise en faillite est d'éviter que le prolongement des enquêtes divulgue davantage des révélations.

Selon la presse suisse, la mise en faillite de *Lord*

*Energy* causerait un préjudice financier à son banquier, le Crédit Suisse, de l'ordre de 25 millions de francs suisses. *Al-Taqwa*, en son temps, avait laissé une ardoise de 75 millions de dollars.

Contacté, Nazim Nada n'a pas souhaité répondre à nos questions. Mais, dans une déclaration au journal suisse *Le Temps*, il a démenti tout lien avec les frères musulmans. ●

# L'Occident face au casse-tête qatari : Tamim sur les pas de Saddam Hussein ?

été 2019 aura été, pour le Qatar, la saison de toutes les outrances.

Tout a commencé le 20 juin, par une enquête du *Wall Street Journal* révélant que le célèbre argentier d'al-Qaida, Khalifa al-Subaiy, qui fut notamment le financier du « cerveau du 11 septembre », continue à exercer ses activités de « mecène de la terreur », à l'abri des hautes protections dont il jouit au sein de l'establishment qatari. Puis, les scandales ont déferlé.

Le 22 juillet, le *New York Times* révélait une sulfureuse conversation téléphonique entre l'ambassadeur du Qatar à Mogadiscio, Hassan Bin Hamza Bin Hashem, et l'homme d'affaires proche de l'émir du Qatar, Khalifa Kayed al-Muhanadi. Dans cet échange, les deux hommes se vantaient d'avoir commandité un attentat terroriste survenu en mai à Bossaso, en Somalie.

Le lendemain (23 juillet) nous apprenions que Fahad Bin Hamad al-Tahni, l'un des frères du prince du Qatar, fait l'objet d'une plainte fédérale aux États-Unis pour avoir commandité des tentatives d'assassinat visant des citoyens américains. Un autre frère de l'émir, Khalid Bin Hamad al-Thani, a défrayé à son tour la chronique : cité dans une enquête sur le financement de médersas radicales au Pakistan. Pis encore, on apprenait que les sympathies salafo-djihadistes de cet émir étaient un « secret de polichinelle connu de toutes les chancelleries occidentales » !

Puis, le 5 août éclatait, à Londres, le retentissant scandale de la banque *al-Rayan*. Selon *The Times*, cette banque islamique est instrumentalisée par les autorités du Qatar pour financer 15 organisations terroristes en Grande Bretagne ! Mis en cause, l'ancien premier ministre et ministre des affaires étrangères du Qatar, Hamad Bin Jassim al-Thani, s'est empressé de brader ses luxueuses propriétés à Londres et à Paris (voir page 16).

La panique qui s'est emparée de l'ancien chef de la diplomatie qatarie peut surprendre. D'autant plus qu'il s'agit d'un personnage habitué de ce type de scandales. En réalité, il a pris conscience, à juste titre, qu'il y aura un avant et un après l'affaire *al-Rayan*. Car, suite à ce scandale, le Qatar se retrouve sur une pente glissante que d'aucuns pourraient comparer à celle qui a vu l'ancien président irakien, Saddam Hussein, passer du statut du « meilleur ami de l'Occident au Moyen-Orient » à celui d'ennemi à abattre !

Nous n'en sommes qu'aux premiers prémices de ce revirement. Mais les commentaires de certains politiques britanniques, comme le député conservateur Zac Goldsmith, sont sans équivoque : « *Le soutien déshonorant du Qatar aux extrémistes au Moyen-Orient est connu et bien documenté. S'ils utilisent également leur grande richesse et leur influence mondiale pour faciliter l'extrémisme ici-même au Royaume-Uni, alors le gouvernement doit agir rapidement et fermement [...] Le fait que le Qatar ait beaucoup investi au Royaume-Uni ne devrait pas l'absoudre ou le protéger* » ! ●



Par ATMANE TAZAGHART

## CONFIDENTIEL

### Sarkozy fait du lobbying pour le Qatar en Afrique francophone

Le fond souverain du Qatar vient de créer un nouveau fond spécial d'investissement en Afrique. Doté de 5 000 millions de dollars, ce fond est destiné essentiellement à des investissements dans le secteur de l'hôtellerie.

À cet effet, l'ancien président français, Nicolas Sarkozy, nommé par les qataris au conseil d'administration du groupe hôtelier Accor, exerce un lobbying intensif, pour faciliter les investissements qataris en Afrique francophone et plus particulièrement en Côte d'Ivoire.

### L'OTAN obsédé par le cyber terrorisme

Le centre antiterroriste de l'OTAN multiplie les séminaires consacrés à la lutte contre le cyber terrorisme. Selon une note interne remise au secrétaire général, les experts atlantistes de l'antiterrorisme s'attendent à de cyber attaques majeures durant les trois prochaines années. Raison pour laquelle l'Alliance veut faire de ce sujet une priorité absolue.

## KOWEÏT

### Changement en perspective dans l'ordre succession

Selon une note confidentielle occidentale, citant une source sécuritaire arabe, la santé du cheikh Nawaf al-Ahmed al-Jaber al-Sabah, désigné en 2006 comme prince héritier, se serait considérablement détériorée.

Selon la même source, cheikh Nasser Bin Sabah al-Ahmed al-Sabah, le fils aîné de l'actuel émir, qui occupe le poste de ministre de la défense, est pressenti comme nouveau prince héritier.

Ce changement dans l'ordre de succession pourrait intervenir durant les tous premiers mois de 2020. Le portefeuille du ministère de la défense pourrait alors revenir à son l'actuel secrétaire général, le cheikh Ahmed al-Mansour al-Jaber al-Sabah.

### Al-Qaida veut raviver le « djihad » en Arabie

Selon une note confidentielle occidentale, se référant à des interceptions électroniques récentes dans les zones tribales afghano-pakistanaïses, la direction centrale d'al-Qaida cherche à raviver le « djihad » en Arabie et s'apprête à lancer un appel incitant les saoudiens à se révolter contre le régime et exhortant ses partisans à mener des opérations djihadistes en territoire saoudien. Ce qui n'est plus arrivé depuis qu'AQPA (al-Qaida en Péninsule Arabique) a été chassée du pays en 2009 et s'est réfugiée au Yémen.

### Nouvelle nomination à la tête de l'ISI pakistanais

Longtemps considéré comme une « fabrique de l'islamisme radical », l'ISI (Inter Services Intelligence), la plus importante agence du renseignement pakistanais, voit arriver à sa tête un officier connu pour ses prises de positions laïques.

Il s'agit du général Faiz Hameed, éminente figure du parti libéral *Muttahida Qaumi Movement* (Mouvement National Uni). Il s'est notamment rendu célèbre en contribuant activement à la destitution par la cours suprême du premier ministre islamiste, Nawaz Sharif, en juillet 2017.

### Pour parer aux sanctions américaines, le Hezbollah cloisonne ses structures financières

Le Hezbollah a initié en juin dernier un processus de restructuration profonde de ses réseaux financiers, pour parer aux sanctions américaines. À terme, tous les responsables financiers actuels seront remplacés par un nouvelle généra-

tion de cadres moins connue et donc moins facile à repérer par les services antiterroristes. Et de nouvelles structures vont être mises en place, avec pour objectif de cloisonner davantage les finances du parti.

Par ailleurs, selon une note confi-

dentielle occidentale, pour anticiper les sanctions qui pourraient frapper ses circuits financiers habituels, le Hezbollah aurait procédé récemment à des mouvements de transfert de fond du Liban vers l'Amérique latine et l'Afrique de l'ouest.

### Crise financière aiguë à al-Manar, la Chaîne TV du Hezbollah

Le Hezbollah se serait plaint récemment à Téhéran du fait que sa chaîne de télévision *al-Manar* n'a plus reçu de financement iranien depuis plusieurs mois. Contrainte de puiser dans ses fonds propres, la chaîne traverse une crise aiguë qui pourrait l'amener à procéder prochainement à des licenciements.

## LIBYE

### Les milices anti-Haftar s'équipent de systèmes de défense aérienne

Plusieurs notes émanant des services de renseignement occidentaux mettent en garde contre l'acquisition par des milices libyennes anti-Haftar de systèmes de défense aérienne portatifs MANPADS. Ce qui fait peser de sérieuses menaces sur l'armée de l'air libyenne. Les notes pointent notamment des armes arrivées tout récemment du Soudan.

### Le Qatar cherche des auteurs pour un livre intitulé « Emirates Papers » !

En riposte au livre « Qatar Papers », de Christian Chesnot et Georges Malbrunot, les autorités qatariennes ont discrètement approché plusieurs chercheurs et enquêteurs à Genève, Paris et Londres, en vue de les faire contribuer à la rédaction d'un livre à charge contre les Émirats Arabes Unis, qui pourrait s'intituler « Émirats Papers ».

## AFRIQUE

## Daech à l'assaut de la région des grands lacs africains

**D**aech cherche à accroître son implantation dans la région des grands lacs. Profitant des désaccords politiques et diplomatiques qui déchirent les pays de la région (République Démocratique du Congo, Rwanda, Kenya, Tanzanie, Ouganda, Burundi, Malawi, Mozambique, Zambie) l'organisation d'Abou Bakr Al-Baghdadi tente de renforcer ses réseaux armés et financiers sur place.

Ainsi, outre les incursions « habituelles » des Shebab somaliens, la région subi, depuis le printemps dernier, des attaques terroristes menées par l'AFD (Alliance des Forces démocratique), un mouvement rebelle ougandais actif depuis le mieux des années 1990, qui a récemment fait allégeance à Daech.

Une allégeance officialisée par l'organisation d'Abou Bakr al-Baghdadi, en revendiquant au nom du Califat une attaque menée par l'AFD, le 16 avril dernier, à la frontière entre l'Ouganda et la RDC, qui a coûté la vie à deux soldats congolais.

Autre source d'inquiétude, le Kenya a récemment arrêté et remis aux Américains Walled Ahmed Zein, connu pour être l'un des financiers de Daech en Irak et en Syrie. Sa venue dans la région a intrigué, d'autant plus qu'il était, lors de son arrestation, en possession de fortes sommes d'argent, dont 150 mille dollars qui seraient destinés à l'AFD. ●

## La Russie à l'assaut de l'Afrique francophone

La Russie continue de renforcer son implantation militaire et commerciale en Afrique francophone. Selon nos sources, le président Poutine s'apprête à signer 6 accords de coopération militaire et de vente d'armes sur le continent africain.

Après ceux signés avec le Mali et la Centrafrique, ces nouveaux accords pourraient concerner notamment la Côte d'Ivoire. Pour anticiper ce rapprochement avec Moscou, les Etats-Unis ont proposé à la Côte d'Ivoire la création d'une grande base aéro-navale US à Abidjan. Selon nos sources, ce projet comporterait aussi une station d'écoutes.

## Macron veut une Force Spéciale d'Intervention antiterroriste au Sahel

Le Président français Emmanuel Macron a chapeauté, durant l'été, plusieurs conseils de défense consacrés à la lutte anti-terroriste en Afrique. L'Élysée cherche à développer une nouvelle stratégie pour l'opération Barkhane. Dans le cadre de cette stratégie, Paris veut convaincre les États-Unis, les pays du Golfe et l'Union Européenne de créer une « Force Spéciale d'Intervention » pour faire face aux situations d'urgence liées au terrorisme en Afrique.

## Erdogan convoite les secteurs miniers et hydroliques en RDC

Le président turc Recep Tayyip Erdogan cherche activement à faire la cour au nouveau président de la République Démocratique du Congo, Félix Tshisekedi. La Turquie est très intéressée par les secteurs miniers et hydroliques du pays. A cet effet, Erdogan a dépêché à Kinshasa l'un de ses principaux hommes de confiance : Lokman SEVER, un homme d'affaires qui gère les « intérêts » sensibles du président turc.

## TERRORISME

## DGSE : Al-Baghdadi souffre d'une maladie pulmonaire

## Terrorisme djihadiste en Afrique : vers une vague d'attaques aux missiles sol-air ?

Une note confidentielle, citant une source salafiste établie à Londres, fait état d'une activité suspecte au sein des réseaux djihadistes en Afrique, qui laisse présager d'une vague d'attaques ayant recours à des missiles sol-air durant les mois à venir. Selon la source en question, ces attaques pourraient concerner la Libye, le Nigeria et la zone du Sahel.

## Grande Bretagne : le spectre de nouvelles attaques visant les monuments londoniens

Les services de renseignement britanniques craignent des attaques de Daech à Londres. Des notes d'alerte font état de la multiplication, depuis le mois de juin dernier, des opérations de propagande menées par l'organisation d'Abou Bakr al-Baghdadi, via les réseaux sociaux, montrant des monuments londoniens.

## Daech à l'assaut de la Somalie

Daech cherche à créer une wilaya en Somalie. Des sources antiterroristes occidentales font état de près de 200 membres de l'organisation transférés vers la Somalie depuis les territoires syro-irakiens anciennement contrôlés par Daech, dont notamment des experts en explosifs et des plongeurs formés pour le travail sous l'eau.

## Europol : inquiétantes fuites de fichiers antiterroristes

Des sources au sein d'Europol s'inquiètent que l'enquête interne diligentée depuis plusieurs mois n'a toujours pas réussi à faire la lumière sur les circonstances qui ont conduit à la fuite d'importants fichiers antiterroristes, dont une cinquantaine de rapports confidentiels sur les réseaux terroristes en Europe et un listing comportant les noms et coordonnées de 680 terroristes ou de personnalités soutenant le terrorisme parmi les plus recherchés sur le vieux continent.

## Doha a acheté pour 2,37 milliards d'euros d'armes à la France en 2018

Selon l'édition 2019 du rapport parlementaire français sur les exportations d'armements, le Qatar a dépensé 11,04 milliards d'euros pour l'achat d'armements à la France depuis 2009, avec notamment 2,37 milliards pour la seule année 2018.

Selon nos sources, après avoir réceptionné, en juin dernier, son premier escadron de Rafale achetés à la France, Doha cherche actuellement à acquérir auprès de Paris, pour son armée de terre, des missiles Roland de type MK-II SP, des Matra R530 et des hélicoptères SA 342 d'Aérospatiale.

## Le procureur général du Qatar s'est plaint à l'Élysée du « zèle » du juge Van Ruymbeke

Lors d'une audience à l'Élysée, le procureur général du Qatar, Ali Bin Fetais al-Marri, s'est plaint du « zèle » dont le juge Renaud Van Ruymbeke aurait fait preuve, à la veille de son départ à la retraite, concernant les dossiers de corruption liés au Qatar dont il était en charge.

Le célèbre juge anti-corruption aurait consacré les dernières semaines précédant son départ à la retraite, fin juin dernier, à la rédaction de notes détaillées à l'intention de ses successeurs, pour s'assurer que son départ ne ralentisse pas les enquêtes en cours sur les scandales de corruption qataris dans le football et l'athlétisme.

## QATAR Contrat secret pour doter l'armée de l'air Qatarie de Soukhoï Su-35

Selon une note confidentielle occidentale, Moscou et Doha aurait conclu un accord secret en vue de doter l'armée de l'air qatarie de chasseurs russes *Soukhoï Su-35* (l'équivalent du *Flanker-E* dans le code Otan). Cet accord aurait été conclu en marge des négociations menées récemment par l'ambassadeur du Qatar à Moscou, Fahd Ben Mohamed al-Attiyah, pour l'acquisition de systèmes de défense antiaériens *S-400 Triumph*. ●

## Al-Jazeera tente de s'accaparer les droits internationaux du documentaire tiré du livre « Qatar Papers » !

Après avoir tenté, en vain, d'entraver la diffusion du livre « Qatar Papers » de Christian Chesnot et Georges Malbrunot, en mobilisant des étudiants boursiers arabes pour acheter massivement le livre (voir Ecran de Veille, n°2, juin-juillet 2019), le Qatar essaye de contenir l'audience du documentaire tiré du même livre.

N'ayant pas réussi à empêcher sa diffusion en France, malgré une lettre de protestation adressée par l'ambassade du Qatar à la chaîne Arte, coproducteur et diffuseur du film, les autorités de Doha ont tenté d'acquiescer les droits internationaux du film, pour s'assurer qu'aucune chaîne ne puisse le diffuser en dehors du monde francophone.

## Tariq Ramadan compte-t-il balancer sur le Qatar ?

Selon une note confidentielle française, l'islamiste suisse Tariq Ramadan, qui vient de défrayer la chronique en France, suite à la publication de son livre « Devoir de vérité », aurait sollicité l'aide de l'ambassade du Qatar à Paris, dans le cadre de sa campagne visant à se faire réhabiliter face aux nombreuses plaintes pour viol dont il fait l'objet depuis deux ans.

Cependant, l'ambassadeur du Qatar aurait reçu de sa hiérarchie l'instruction de « rester calme » sur l'affaire Ramadan. Un lâchage qui semble irriter les proches de Ramadan, qui envisageraient de se venger en balançant sur le soutien qatari dont leur idole a longtemps bénéficié.

Selon la note, une proche collaboratrice de Tariq Ramadan aurait confié en off à un journaliste français : « nous avons de nombreux rapports qui montrent nos relations avec le gouvernement qatari. Tariq Ramadan a été soutenu par le Qatar et nous pouvons le prouver ».

## IRAN Téhéran dote les Houthis de nouvelles technologies pour produire des « engins explosifs improvisés »

Un rapport d'expertise occidental affirme que l'Iran a doté les rebelles Houthis au Yémen de nouvelles technologies leur permettant de produire des « Engins Explosifs Improvisés » (EEI), camouflés dans des enveloppes en fibre de verre qui leur donnent l'aspect de rochers.

Selon le rapport, ces EEI sont similaires à des engins de type EFP (Explosively Formed Projectiles), capables de pénétrer les blindages des véhicules militaires, déjà utilisés par des groupes pro iraniens en Irak, en Syrie et au Liban. ●

## Doha renseigne Téhéran sur les mouvements des troupes US sur la base d'al-Udeid

Un récent rapport d'enquête de la Defense Intelligence Agency (DIA), le service de renseignement du Pentagone, a alerté la Maison Blanche au sujet de fuites qataris en direction de l'Iran concernant les mouvements des forces aéronavales américaines opérant dans le Golfe Persique, à partir de la base américaine d'al-Udeid au Qatar.

## L'Iran fait de son ambassade à Paris le fer de lance de sa diplomatie

Le nouvel ambassadeur iranien à Paris, Bahram Ghassenmi, a reçu la plus importante dotation budgétaire du ministère des affaires étrangères iranien. Téhéran compte faire de son ambassade en France le fer de lance de sa diplomatie en Europe, pour contrer l'hostilité américaine.

Selon nos sources, depuis sa nomination en mars dernier, l'ambassadeur iranien a lancé une grande opération de séduction visant des personnalités politiques, des médias et des hommes d'affaires. Il a ainsi convié à des rencontres informelles une quarantaine de parlementaires et des dizaines de journalistes et de chefs d'entreprises. Il a aussi multiplié les demandes d'audiences auprès de la cellule diplomatique de l'Élysée, du Quai d'Orsay, du ministère de la défense et du premier ministre.

## Téhéran lance avec Doha un centre d'études géostratégique des pays du Golfe

Le ministère iranien des affaires étrangères a récemment conclu avec les autorités qataries un accord de coopération qui porte sur la mise en place de stages de formation à Doha pour les médias officiels iraniens et la création d'un centre irano-qatari des études stratégiques dédié aux pays du Golfe.

## Téhéran rappelle des savants retraités et des réservistes pour relancer son potentiel nucléaire

Un rapport confidentiel occidental, citant des sources diplomatiques, s'alerte du fait que plusieurs scientifiques iraniens, dont des retraités et des réservistes cachés dans des *Safe Houses* (résidences sécurisées), pour les protéger des « assassinats ciblés », ont récemment été rappelés pour prendre part à des discussions portant sur les nouvelles techniques à mettre en place pour augmenter le potentiel nucléaire du pays.

Le rapport conclue que, face à l'hostilité américaine, Téhéran parie sur une augmentation, même à minima, de son potentiel nucléaire, pour faire pression sur les médiateurs européens et onusiens qui tentent de désamorcer la crise.

## La Turquie construit sa deuxième base militaire en Afrique

Ankara lance la construction d'une grande base militaire sur l'île de Suakin, que le Soudan lui a concédé pour 99 ans, en décembre 2017. Cette base installée sur l'un des ports les plus stratégiques en mer rouge est la deuxième installation militaire turque sur le continent africain.

La Turquie avait inauguré, en septembre 2017, à Mogadiscio, une base militaire considérée comme la plus grande hors de ses frontières.

## Les demandes de crédits turques auprès de la Russie et de la Chine inquiètent l'OTAN

Le président turc Recep Tayyip Erdogan multiplie les missions secrètes en Chine et en Russie pour demander de l'aide financière. L'objectif d'Ankara est de parvenir grâce à ces prêts à établir 50 à 60 milliards de dollars de contrats avec Pékin et environs 120 milliards avec Moscou. Des démarches qui inquiètent au plus haut niveau l'Otan, dont la Turquie est membre, car l'essentiel des contrats en question porterait sur l'achat d'armes et d'équipements militaires russes et chinois.

## TURQUIE Ankara intensifie son offensive en Afrique

L'offensive diplomatique et économique turque en Afrique connaît une retentissante accélération. Le continent africain constitue une zone d'une importance stratégique pour le président Erdogan, qui s'est rendu plus de 40 fois en Afrique, visitant 26 pays en tant que premier ministre puis Président.

Depuis 2016, cette offensive turque s'est intensifiée, grâce notamment à l'ouverture de nouvelles ambassades, aujourd'hui au nombre de 41 sur le Continent, et la multiplication des actions de la TTKA (agence turque de la coopération), qui possède 20 bureaux africains et s'est implantée durant les trois dernières années à Conakry, Dar es-Salaam, Djouba, Maputo, Moroni et Pretoria. Elle compte étendre son réseau prochainement au Gabon, au Tchad, à la Libye, au Soudan et à la République Démocratique du Congo.

Cette influence turque passe aussi par l'intensification du réseau de la *Turkish Airlines*, qui dessert 53 villes dans 35 pays africains, et par le financement d'œuvres caritatives, telles que la construction d'hôpitaux ultramodernes, comme ceux de Nyala au Soudan et Mogadiscio en Somalie ou la construction de mosquées, comme celle d'Accra, qui est la plus grande en Afrique de l'Ouest et est dotée d'une école de formation des imams.

Les autorités turques ont aussi réussi à mettre la main sur les écoles coraniques turques, qui appartenaient auparavant à la confrérie Gülen, en Afrique. Et ce à travers la fondation pro gouvernementale *Maârif*. ●

## Nouveau Sommet Turquie - Qatar en préparation

Un nouveau sommet Turquie - Qatar est en préparation. Outre les dossiers habituels qui constituent le socle de la coopération entre les deux pays (Iran, Syrie, Yémen, relations avec les pays du Golfe...), ce sommet aura pour objectif de renforcer les rapprochements entre Ankara et Doha initiés depuis la mise sous blocus du Qatar par ses voisins arabes.

Une note confidentielle occidentale cite, parmi les pistes à l'étude, au sein des commissions chargées de la préparation de ce sommet, la mise en place d'opérations militaires coordonnées, des accords d'échange de renseignements et des actions communes en Afrique.

## Le dossier Frères musulmans au programme de la visite de Macron en Afrique du Sud

Emanuel Macron prépare une importante visite en Afrique du Sud cet automne. L'objectif est de renforcer les liens économiques, industriels et financiers avec ce pays qui jouit d'une position de leader économique sur le continent africain.

Des accords sur la lutte anti-terroriste seront aussi au programme, avec en particulier un dossier relatif à l'infiltration, par des associations islamistes liées aux Frères musulmans, de plusieurs organisations humanitaires parmi les plus importantes en Afrique du Sud.

## Nouvelles juridictions spéciales contre la délinquance financière

Une importante réforme de la justice d'investigation est en cours à Paris, concernant la criminalité en col blanc, la corruption et la délinquance financière. L'une des innovations majeures de ce projet : la création de juridictions spécialisées dotées d'experts non-judiciaires.

Ce dossier est confié à François Molens, l'ex-procureur de Paris, actuellement procureur général près de la Cour de cassation. Et le parquet national financier est associé au projet.

## FRANCE Pour plaire au général Gaïd Saleh, Paris envisage de nommer un militaire ambassadeur à Alger !

Paris envisage de nommer un nouvel ambassadeur à Alger, en remplacement de Xavier Driencourt critiqué par le nouveau pouvoir algérien pour la « trop grande influence » qu'il a acquise durant les dernières années au sein des cercles proches du clan Bouteflika.

L'Elysée cherche un diplomate en mesure de développer de bonnes relations avec le nouvel homme fort du pays, le général Ahmed Gaïd Salah. Selon nos sources, la nomination d'un militaire de carrière est même envisagée. ●

## Macron à nouveau en Chine en novembre

Emmanuel Macron effectuera une nouvelle visite officielle en Chine, début novembre prochain. Au programme, d'importants contrats à signer avec Pékin, dont notamment des ventes d'Airbus et de centrales nucléaires.

## Le Monsieur Afrique du quai d'Orsay nommé ambassadeur en Ethiopie

Remy Maréchaux, le patron de la direction Afrique et Océan indien au Quai d'Orsay, va être nommé ambassadeur en Ethiopie.

Ancien de la DGSE, ce spécialiste des affaires sensibles avait notamment fait partie de la Cellule Afrique de l'Elysée du temps du président Chirac.

# Quand le Hamas trahit les palestiniens

Par **Martine Gozlan\***

C'est la seule révolte d'un peuple arabe contre ses dirigeants qui n'a pas droit de cité dans les médias européens, notamment français. Elle s'est déroulée à Gaza en mars dernier : le Hamas a étouffé dans le sang la colère d'un peuple exaspéré qui criait « *Nous voulons vivre !* ». Les faiseurs d'opinion, de Londres à Paris, eux, l'ont étouffée dans le silence. C'est qu'elle n'opposait pas des Palestiniens aux soldats israéliens mais à leurs propres leaders corrompus et indifférents à la souffrance des Gazouïs.

Hajar Harb, notre consœur de ce malheureux territoire soumis d'un côté au fanatisme, de l'autre aux blocus égyptien et israélien, avait pourtant fait preuve un mois auparavant d'un grand courage en réalisant un reportage sur les pots de vin exigés par des médecins en échange des certificats médicaux qui peuvent, seuls, autoriser la sortie de Gaza. Elle a été traduite en justice et condamnée. La solidarité de ses compatriotes a effrayé le système judiciaire : Hajar est finalement acquittée à la veille des manifestations de la faim.

Mais une autre voix vient de se lever. Celle de Soheib Yousef. Le propre fils d'un haut dirigeant de l'organisation islamiste en Cisjordanie, Hassan Yousef, actuellement emprisonné en Israël. Soheib était en poste à Istanbul où le Hamas dispose d'une représentation qui vit dans le luxe et fréquente les meilleurs restaurants du Bosphore. Avec la bénédiction de Recep Tayyip Erdogan, lequel a autorisé l'installation d'une plateforme de renseignements qui avait mis sur écoute les frères ennemis de l'Autorité palestinienne ainsi que certains responsables israéliens. Ces précieuses informations étaient vendues un bon prix à l'Iran. L'argent transitait par des banques turques. C'est Soheib le transfuge qui a révélé l'affaire et beaucoup d'autres.

Pour cela il a fui le Moyen-Orient en direction d'un pays asiatique resté secret. Et il a appelé la chaîne 12, la plus regardée des télévisions israéliennes. Qui a expédié illico un reporter, Ohad Hemo, au fin fond de l'Asie pour le rencontrer. Passage à l'ennemi ou vraie fureur d'un Palestinien devant la duplicité de ses ex-compagnons ? Révolte contre le père ? En cette affaire, Soheib n'est pas le premier. Son frère aîné, Mosab, avait carrément retourné sa veste en rejoignant le Shin Bet et en travaillant à déjouer des attentats de 1997 à 2007. On le surnommait « *le Prince vert* » avant son installation définitive aux Etats-Unis. Sa

famille a coupé tous ses liens avec lui et évoque ses « *troubles mentaux* ».

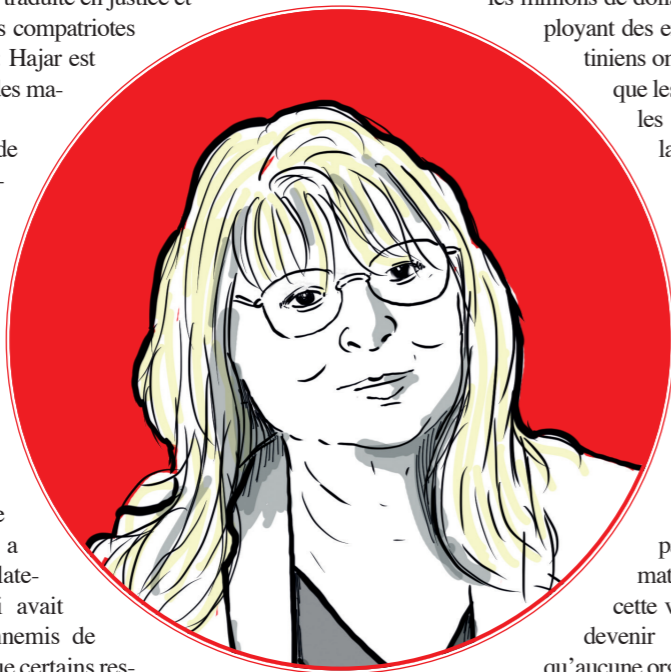
Dans son entretien avec le journaliste Ohad Hemo - une personnalité plutôt à gauche, qui a souvent dénoncé le blocage des pourparlers de paix - le jeune Soheib affirme qu'il ne veut pas marcher sur les traces du grand frère. Travailler pour Israël ne l'intéresse pas : il a décidé de tout dire par dégoût de ce qu'il a vu autour de lui. Qu'on en juge : « *Les cadres du Hamas à l'étranger vivent dans des résidences cinq étoiles avec piscine, leurs enfants sont inscrits dans des écoles privées, ils sont payés entre 4000 et 5000 dollars par mois, alors que le revenu mensuel par foyer à Gaza est de 360 dollars, ils disposent de cartes de membres de clubs privés...* »

A Gaza même, le quartier des chefs pullule de luxueuses villas. De nouvelles fortunes se sont édifiées grâce au trafic des marchandises qui passent par les tunnels. Ces tunnels creusés en détournant les millions de dollars de l'aide européenne, en employant des enfants. Combien de petits Palestiniens ont été ensevelis par accident alors que les responsables connaissaient tous les risques et utilisaient sciemment la misère des parents ? Combien d'entre eux ont été amenés depuis un an à la clôture de séparation avec Israël, comme le montre un récent reportage, moyennant quelques billets à leur famille, pour servir de bouclier humain devant les vrais membres du Hamas et du Jihad islamique occupés à tenter une infiltration en territoire ennemi ?

Autant de faits qui ne passent pas le plafond de verre de l'information sur Gaza. Car la Palestine, cette vraie cause, a été détournée pour devenir un alibi. Comment expliquer qu'aucune organisation pro-palestinienne française n'ait fait écho à la révolte des Gazouïs, à la parole courageuse d'Hajar Harb ? Que la dictature religieuse du Hamas, le statut indigne fait aux femmes, ne soit jamais dénoncés par celles et ceux qui se prétendent des défenseurs des droits humains ?

C'est le débat qui pourrait enfin s'ouvrir après la révolte de mars 2019, le cri d'alerte de notre consœur palestinienne, et enfin les révélations de Soheib Yousef ? Il n'est pas le premier à parler, c'est ce qui importe. Si on croit encore, comme dans ces colonnes, à la possibilité d'un Etat palestinien, souverain et démocratique, aux côtés de l'Etat hébreu, cette vérité devrait pouvoir s'écrire : le Hamas trahit les Palestiniens. ●

\* *Journaliste et essayiste, rédactrice en chef à l'hebdomadaire Marianne, spécialiste de l'islamisme et du Moyen-Orient.*



# Pourquoi la Turquie joue la Russie contre les Etats-Unis

Par **Christian Malard\***

En décidant de se procurer des missiles Sol Air Russes S400, parmi les plus sophistiqués au monde, capables d'atteindre plus de 80 cibles à la fois, le président Turc, Recep Tayyip Erdogan, n'a fait que défier les États-Unis et hypothéquer les chances de maintien de son pays au sein de l'OTAN.

Erdogan a multiplié les provocations pour obtenir des concessions. Mais, force est de constater que cet imbroglio militaro-diplomatique interpelle avec la lente dérive de la Turquie vers la Russie et son désengagement progressif de l'OTAN.

Erdogan est un franc-tireur qui peut s'affranchir des règles et des logiques d'alliance dès qu'il s'agit de défendre l'indépendance de la Turquie. Sur le fond, la Turquie cherche avant tout à équilibrer ses relations plutôt qu'à marquer une rupture avec le camp occidental.

Cela dit, l'Administration Trump a toutes les raisons de s'opposer à l'acquisition de ces missiles. Ils placent la technologie Russe au cœur d'un pays clef de l'Alliance Atlantique, qui a la 2ème armée la plus puissante après celle des États-Unis. Les Russes pourraient, ainsi, avoir libre accès à toutes les données technologiques du Chasseur Furtif F35, l'un des avions les plus en pointe de l'armée de l'air américaine, pour lequel Erdogan a passé commande.

Mais les États-Unis ont exclu la Turquie du programme F35 déjà acquis par des pays alliés comme le Japon, l'Australie, le Canada, la Norvège, le Danemark, les Pays Bas, l'Italie et la Grande Bretagne. Les Américains ont toujours refusé la co-production avec la Turquie de ces équipements ultra sophistiqués et le transfert de technologie exigé par Erdogan.

Selon les stratèges du Pentagone, à Washington, la vente du S400 Russe aux Turcs fait partie d'un stratagème de Vladimir Poutine visant à diviser l'OTAN.

Aujourd'hui, les officiels américains se demandent si la Turquie peut rester, un membre actif de l'OTAN, tout en utilisant un système de défense aérienne russe. Pour eux, la Turquie dérive vers une « *alternative non occidentale* ». Elle a, certes, longtemps été une cheville ouvrière de l'Alliance, mais ses intérêts n'ont pas toujours été au diapason avec ceux d'une alliance de défense occidentale créée en 1949 pour contrer l'URSS.

Depuis le déclenchement de la guerre civile en Syrie, l'Otan a positionné son système américain de Missiles Sol Air « *Patriot* » sur le territoire Turc mais, aujourd'hui, Erdogan insiste pour que la Turquie se dote d'un système semblable auquel



l'Amérique n'a jamais donné suite.

Cela dit, l'acquisition, par Recep Erdogan, d'un système de missiles de défense russe, constitue une victoire politique pour Vladimir Poutine qui ramène la Turquie dans son giron. Elle renforce aussi son ancrage au Moyen Orient après son intervention militaire en Syrie.

Ajoutons à cela que, tout en soutenant l'Iran, la Russie entretient de bonnes relations diplomatiques, économiques et militaires avec les Monarchies du Golfe et l'Égypte alliés des États-Unis.

La pomme de discorde turco-américaine pourrait bien envenimer les rapports entre les armées des deux pays. Les États-Unis disposent, sur le territoire turc, de bases militaires importantes comme celle d'Inçirlik et de sites de stockages d'armes nucléaires tactiques.

Pour l'instant, face à un Congrès hostile et à Erdogan, Donald Trump ne souhaite pas imposer de sanctions, afin de ne pas déstabiliser l'OTAN. Il préfère négocier avec Erdogan avec lequel il doit aussi traiter le problème des Kurdes à la frontière Syro-Turque.

Peut-être faudrait-il que tout ce petit monde se mette autour d'une table avec Vladimir Poutine, devenu incontournable pour ramener la stabilité au Moyen Orient. ●

\* *Expert en politique internationale et consultant diplomatique.*

# Antiterrorisme : faire face à « l'ennemi de l'intérieur » (1/3)

Par **Roland Jacquard\***

La lutte antiterroriste est une guerre d'un genre très particulier. Une bataille asymétrique au sein de laquelle les services de renseignement mènent un combat sans répit contre un ennemi tout aussi radical qu'invisible. Autant dire que, contrairement aux règles qui déterminent les rapports de forces dans les guerres de type classique, face à cet adversaire sans visage qu'est le terrorisme, la puissance de frappe et la suprématie militaire ne constituent pas les éléments les plus déterminants.

C'est donc une guerre de l'ombre où la discrétion et le secret sont de mise. Raison pour laquelle elle s'inscrit à l'extrême opposé des gesticulations spectaculaires et des dispositifs sécuritaires ostentatoires, qui visent à rassurer les opinions publiques ou à signer les côtes de popularité des gouvernants.

Et contrairement aux affrontements militaires ou aux opérations policières classiques, la lutte antiterroriste, du fait de son caractère asymétrique et secret, ne peut se contenter de la traque ou du démantèlement des organisations ciblées. Elle implique aussi et surtout d'écouter et de surveiller, en permanence, une multitude de réseaux clandestins, dormants ou actifs, afin de recueillir le renseignement nécessaire pour infiltrer et remonter leurs différentes filières et ramifications. Et s'informer de ce qui

se trame dans le secret des groupes terroristes, pour pouvoir anticiper l'heure fatidique de leur passage à l'acte et faire échouer leurs projets subversifs.

Il s'agit, avant tout, d'établir - et de mettre à jour continuellement - un ensemble de marqueurs et d'indices permettant de déceler les menaces et d'anticiper les projets terroristes avant le passage à l'acte. Car, chaque attentat perpétré est un constat d'échec pour le renseignement antiterroriste.

Un échec dont il faut aussitôt tirer les enseignements, pour remonter la pente sisyphéenne, en mettant en place des marqueurs différents visant à déceler et anticiper les nouveaux visages et les nouvelles formes que revêtira la menace terroriste à venir.

Et jamais, depuis l'éclosion des phénomènes terroristes modernes, au début du XIX<sup>ème</sup> siècle, ce bras de fer n'a connu autant de péripéties, de mutations et de reversements de situation, que depuis l'émergence du terrorisme de type djihadiste, au début des années 1990.

Cette guerre larvée a connu une retentissante accélération depuis les attaques du 11 septembre 2001. Mais, c'est avec l'émergence du néo-djihadisme daechien, à partir de l'été 2014, qu'elle a atteint son apogée. Ceci s'applique à tout le monde occidental, mais c'est en France, pays occidental le plus ciblé par les attaques djihadistes depuis 2015, qui a été le théâtre de ses illustrations les plus tragiques.

En moins de quatre années, la France a subi 11 attentats terroristes, ayant fait 245 morts, auxquels s'ajoutent 17 tentatives d'attentats échouées et une cinquantaine de projets d'attaques déjoués par les services antiterroristes.

Or, la menace exogène qui a été à l'origine des attentats de *Charlie-Hebdo*, en janvier 2015, et des attaques de Paris et de Saint Denis, en novembre 2015, a vite cédé la place à un type inédit de « terrorisme endogène » où la menace ne vient plus de l'étranger, mais émane d'un « ennemi intérieur ».

Ainsi, de l'attaque au camion-bélier de la promenade des anglais, à Nice, le 14 juillet 2016, aux attaques de Carcassonne

et de Trèbes, le 23 mars 2018, les services de renseignement ont constaté que les actes terroristes ne sont plus l'œuvre de commandos djihadistes lancés à l'assaut de la France, depuis les fiefs daechiens dans les zones djihadistes irako-syriennes.

Ils sont le fruit empoisonné de « vocations djihadistes » d'apparence spontanée, suscitées à distance, par les recruteurs daechiens, chez des « sujets » français le plus souvent motivés par des pulsions violentes de type nihiliste, plus que par un réel désir de « guerre sainte » djihadiste. ●

(A suivre)

\* *Écrivain et consultant, président du Roland Jacquard Global Security Consulting (RJGSC)*



## Le Suisse Nicolas Blancho : faux hurluberlu, vrai islamiste pro-Qatar

Par **Ian Hamel\***

Quel est l'islamiste en Suisse qui accapare le plus les médias depuis une décennie ? Tariq Ramadan, soupçonné de viols, ou son frère Hani, directeur du Centre islamique de Genève, et ardent défenseur de la lapidation ? Pas du tout, il s'agit de

Nicolas Blancho, un converti de 36 ans, à la longue barbe rousse broussailleuse, président du Conseil Central Islamique Suisse (CCIS), une structure dont il est difficile d'évaluer la véritable audience.

Bien que son père soit français, la notoriété de Nicolas Blancho en Europe n'a pas (encore) dépassé les frontières de la



Confédération. Né à Bienne, une ville bilingue dans le canton de Berne, l'homme n'a pas vraiment le profil d'un brillant intellectuel.

Dans ses premières interviewes en 2010, il reconnaît qu'il s'ennuyait ferme à l'école, et qu'il n'a pas terminé un apprentissage d'imprimeur. A 16 ans, il se convertit à l'islam. Ses lectures l'orientent vers des penseurs fondamentalistes, Ibn Tamiyya, Sayyed Qutb, Al-Mawdudi. Très vite, la presse allemande, notamment la *Weltwoche*, le diabolise en le présentant comme « l'islamiste le plus dangereux du pays » et le surnomme « le Ben Laden de Bienne ».

Pourtant, les premières actions de Nicolas Blancho le rangeraient davantage dans la catégorie des hurluberlus. Avec son minaret gonflable lors d'un congrès du CCIS, la distribution d'étoiles jaunes à huit branches portant l'inscription «

Muslim », et d'autocollants associant l'islamophobie à l'Holocauste, car « les musulmans de Suisse subissent des discriminations comparables à celles endurées par les juifs avant la Shoah ». Ses annonces concernant la construction d'une mosquée à Berne, à 20 millions de francs suisses (18 millions d'euros), la création d'écoles séparées pour les musulmans, le lancement d'une télévision musulmane, de cartes de réduction pour les musulmans, n'ont pas connu le plus petit début d'un commencement.

En clair, ne s'agit-il pas d'un vulgaire provocateur à la tête d'une organisation fantomatique (elle revendique, sans en apporter la preuve, 3500 membres, soit 1% des musulmans de Suisse) ?

Le bras droit de Nicolas Blancho, Qaasim Illi, ne présente pas davantage de gages de sérieux. Avant sa conversion à l'islam, il fréquentait une Église évangélique fondamentaliste, avant de flirter avec l'extrême droite helvétique. Il a été condamné en 2005 pour détention d'images pornographiques et scatologiques, et pour discrimination raciale... Quant à son épouse, Nora Illi, également convertie, elle défend ardemment la polygamie. Elle assure que « le devoir d'une femme est de contenter un homme. C'est dans la nature d'un homme de désirer d'autres femmes.

Beaucoup de femmes sont égoïstes ». Elle assure également que « se battre contre la Syrie, contre les sbires d'Assad et pour la justice » ne présente, « du point de vue islamique, rien de mal ».

C'est oublier que cette équipe de convertis, qui jouent les « pieds nickelés » devant la presse, sait aussi, plus discrètement, nouer des liens avec le Qatar. Nicolas Blancho a enregistré à Berne deux associations, *Qoranona* et *Aziz Aid*, dont le président est Abdulaziz Abdul Rahman al-Thani, membre de la famille princière qatarie. Il est également vice-président du Conseil Central Islamique Suisse (CCIS), basé à Berne, dirigé par le Qatar Ali Abdullah al-Suwaidi.

Le CCIS a diffusé en septembre 2015 une interview du Saoudien Abdullah al-Muhaysini, le chef spirituel du front *al-Nostra*. Cette vidéo de 38 minutes, sous-titrée en anglais, en allemand et en français, a été visionnée plus de 100.000 fois sur YouTube, avant d'être retirée. Ce qui a valu à Nicolas Blancho, Qaasim Illi et au germano-tunisien Naim Cherni, directeur de la production culturelle du CCIS, d'être poursuivi par le Ministère public de la Confédération devant le Tribunal pénal fédéral en 2018 pour avoir propagé l'idéologie d'Al-Qaïda. Les deux premiers ont été acquittés. Naim Cherni, l'auteur de la vidéo, a écopé de deux ans avec sursis. Il a fait appel, considérant que cette vidéo « s'inscrit dans un cadre journalistique ».

Quant à Nicolas Blancho, profitant de l'indulgence des autorités suisses à son égard, il n'hésite plus à se lâcher, concédant être en lien avec des personnages figurant sur la liste terroriste des États-Unis et prônant que pour lui « le djihad armé fait partie des moyens de légitime défense pour un musulman » ! ●

\* *Journaliste et écrivain, spécialiste des Frères musulmans*

# Les enjeux de la gestion de l'eau au Moyen Orient : hydro-conflictualité et stabilité géopolitique (1/3)

Par Fabienne Durand\*

**A**u Moyen-Orient, l'eau a toujours été appréhendée telle une ressource rare et sacrée. Elle est présente dans les mythes sumériens et akkadiens. Et la symbolique de l'eau a nourri les systèmes de croyances des Hébreux et des Arabes. L'eau est à l'origine de la fondation de grandes civilisations hydrauliques, qui sont des civilisations de l'eau, soit du fait de leur maîtrise de cette ressource rare en milieu désertique, comme celle des Nabatéens, soit du fait de la capacité de mobilisation de cette même ressource, mais en abondance, par les populations du Croissant fertile.



Déjà au Ve siècle av. J-C, l'historien grec Hérodote, qualifiait l'Égypte de « don du Nil ». La civilisation arabe, dominante au Moyen Orient, est une civilisation de l'eau, qui atteint son apogée au IX-XIIe siècle, en partie grâce à la maîtrise de l'eau.

La question de l'eau, se pose telle une convoitise endogène dans cette région aride, qui est le « carrefour de toutes les convoitises » selon Philippe Moreau-Deffarges. Cette question soulève de nombreux paradoxes et des enjeux majeurs en matière de stabilité géopolitique et de durabilité.

En effet, le Moyen-Orient forme une longue bande aride, interrompue accidentellement par des zones de précipitations abon-

dantes (autour de 500-700 mm/an), comme les montagnes du Liban, de la Cisjordanie ou du Yémen. Dans certaines zones hyperarides, les précipitations annuelles sont inférieures à 50 mm/an, comme dans le Golan, et peuvent tomber sous la barre des 10 mm comme à Koufra, en Libye, ou à Assouan en Égypte. L'eau est, en revanche, très abondante dans une majeure partie de la région, située au sud de l'isohyète indiquant les 300 mm/an. Mais les précipitations n'ont qu'un effet limité, puisqu'elles concernent surtout la saison hivernale d'octobre à février. Par conséquent, le débit et les crues des cours d'eaux restent irréguliers au fil de l'année, en plus d'être irréguliers au fil des années. L'eau est ainsi abondante dans la région du Nil, du bassin mésopotamien, drainé par l'Euphrate et le Tigre, et des fleuves de moindre débit, à l'instar du Jourdain ou du Yarmouk.

En plus des inégalités en terme de répartition des ressources en eau, existent aussi des inégalités en matière d'appropriation de la ressource.

L'eau a été, au départ, facteur de civilisation et de structuration sociale et politique, mais est devenue un facteur de divi-

sion, de rivalités et de conflictualités, plus que de conflits, du fait de la pression hydrique.

Après la Guerre froide, on a parlé de « guerre de l'eau » comme nouveau paradigme pour rendre compte des conflits dans le monde, et notamment dans cet espace désertique. En fait, il n'y a pas de « guerre de l'eau », mais plutôt un rapport de force entre les États, du fait des inégalités, en matière de répartition et d'appropriation, qui sont une réalité objective, auxquelles s'ajoutent des facteurs plus subjectifs reposant sur la représentation, la perception de la précarité de l'approvisionnement en eau face à l'augmentation rapide des besoins du fait du développement économique et de la croissance démographique.

Ainsi, l'eau est devenue, plus que jamais, un enjeu de pouvoir, de stabilité politique, et avant tout, un enjeu de développement économique, social et environnemental. ●

(A suivre)

\* *Politologue et consultante, spécialiste des questions environnementales*

## Ma rencontre avec Abdelrahman al-Nouaïmy, argentier qatari du terrorisme !

Par Georges Malbrunot\*

**P**endant des années - et jusqu'à récemment encore - une bonne demi-douzaine d'individus qataris finançaient al-Qaïda en Irak et en Syrie ou les Shebab en Somalie. Pour les besoins de notre enquête, sur le livre publié avec mon confrère Christian Chesnot (*Nos très chers émirs*), nous avons rencontré en 2016, à Doha, l'un de ces financiers du terrorisme, cheikh Abdulrahmane Bin Omer al-Nouaïmy, qui figure depuis 2014, sur les listes noires de l'Union européenne et des États-Unis.

En 2013, le Département du Trésor américain le qualifia de « terroriste spécialement ciblé » pour avoir « assisté, sponsorisé ou apporté une aide financière, matérielle ou technologique » à des organisations terroristes. Bref, sous son allure de grand-père tranquille avec son épaisse barbe grisonnante, l'homme est tout sauf un second couteau !

Au milieu des années 2000, cheikh al-Nouaïmy versa deux millions de dollars chaque mois à al-Qaïda en Irak - l'ancêtre de Daech - puis finança le groupe libanais *Osbat al Ansar* du camp de réfugiés palestiniens d'*Ein Héroué* au sud de Bey-

rout. En 2014, il transféra encore, selon les informations du Département d'État américain, 600.000 dollars à Abou Khaled al-Souri, l'envoyé en Syrie du chef d'al-Qaïda, Ayman al-Zawahiri. Enfin en 2015, il fournit 250.000 dollars à la direction des Shebab, le groupe somalien lié à al-Qaïda.

Autant d'accusations que le cheikh balaie d'un revers de la main. « Apportez moi les preuves que nous finançons des extrémistes », nous répondit-il. Si récemment les autorités qatariennes auraient resserré l'étai autour de cheikh al-Nouaïmy, ce n'était pas le cas lorsque nous l'avons rencontré sans aucun problème, si ce n'est la méfiance qu'il affichait à l'égard du journaliste occidental. Mais « je n'ai aucun problème avec les autorités du Qatar », nous assurait-il, alors. « Mes ennuis se limitent aux Américains, ils veulent me faire taire. Mais je ne suis interdit de voyager qu'en Europe, aux États-Unis et en Arabie saoudite ».

Proche du *diwan al-Amiri* (le cabinet du Prince), son ONG al-Karama est soupçonnée d'être financée par l'État qatari. Il faut dire que ses liens avec l'élite dirigeante de l'émirat sont anciens. Certes, cheikh Al-Nouaïmy fut emprisonné en 1998

alors qu'il était fonctionnaire du ministère de l'Éducation. Il avait lancé une pétition, s'opposant à l'émancipation de la femme dans la société, y compris de cheikha Moza, la seconde épouse de l'émir de l'époque, cheikh Hamad, qui le fit jeter en prison.

Mais à sa libération au printemps 2001, l'islamiste fut reçu par l'émir Hamad qui en fit ensuite son émissaire auprès de figures djihadistes, comme le Yéménite Abdelmajid al-Zindani, un ancien proche d'Oussama Ben Laden.

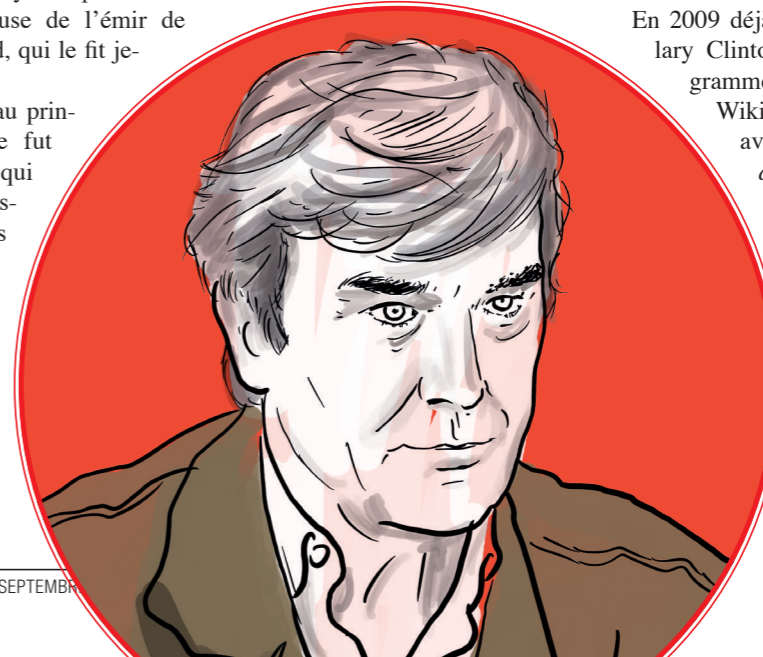
En 2004, il fonda son ONG *al-Karama*, dont le siège est à Genève. En 2009, *al-Ka-*

*rama* appela à soutenir « la résistance » irakienne contre les forces d'occupation étrangères, c'est-à-dire américaines. Les États-Unis, dont une base militaire au Qatar assure la sécurité du minuscule émirat. Voyez le double jeu...

Al-Nouaïmy assume sans ambages ses sympathies pour un mouvement classé terroriste par la communauté internationale. L'argentier d'al-Qaïda a bénéficié également de la mansuétude de certains « amis » du Qatar en Europe. N'est-il pas venu, fin 2011, à Paris sans être inquiété par les autorités françaises, à l'époque très proches du Qatar.

Al-Nouaïmy n'est pas un cas isolé. Au moins une demi-douzaine de financiers d'organisations terroristes ont longtemps bénéficié de la mansuétude des autorités qatariennes.

En 2009 déjà, la secrétaire d'État Hillary Clinton affirmait dans un télégramme diplomatique, révélée par Wikileaks, que la coopération avec le Qatar était « la pire de la région » du Moyen-Orient. ●



\* *Ecrivain et journaliste, spécialiste du Moyen-Orient, dernier ouvrage paru Qatar Papers, comment l'émirat finance l'islam de France et d'Europe (co-écrit avec Christian Chesnot).*

## Financement du terrorisme

## Nouvelles révélations sur la « Qatar Connexion »

Malgré les dénégations des autorités qataries, qui s'efforcent de démentir toute implication dans le financement du terrorisme, les scandales se multiplient et les révélations se succèdent, depuis le début de l'été, apportant un lot surprenant de documents et de preuves qui accablent l'émirat gazier. Des révélations qui éclaboussent de nombreux hommes d'affaires et dignitaires locaux, mais aussi d'éminents membres de la famille princière, dont Fahad Bin Hamad Bin Khalifa al-Thani, l'un des frères de l'émir actuel, Tamim Bin Hamad Bin Khalifa al-Thani, et l'ancien premier ministre Hamad Bin Jassim al-Thani, proche conseiller et associé en affaires de l'ancien émir Hamad Bin Khalifa al-Thani...

Le feuilleton estival des révélations apportant les preuves de l'implication du Qatar dans le financement du terrorisme a débuté le 20 juin par une enquête du *Wall Street Journal*. En se basant sur des documents internes de l'ONU, cette enquête révélait que le célèbre argentier qatari d'al-Qaida, Khalifa al-Soubaiy, connu pour être le financier du « cerveau » des attentats du 11 septembre 2001, Khalid Sheikh Mohammed, inscrit à ce titre sur les listes noires de l'ONU et du Trésor américain, depuis 2008, continuait - grâce à la complicité des autorités de Doha - à avoir accès à ses avoirs censés être gelés par le Conseil de sécurité de l'ONU (voir la chronique de Roland Jacquard, *Ecran de veille*, n°2, juin-juillet 2019).

Doha abrite et protège un autre « mécène de la terreur » non moins célèbre. Son nom est Abdelrahman al-Nuaimy. Les enquêtes de l'ONU ont établi qu'il a récolté à partir de 2005 plus de 2 millions de dollars par mois pour le compte d'al-Qaida en Mésopotamie, autrement dit pour l'organisation Zarqawi, l'ancêtre de Daech. En 2013, le Trésor américain l'a classifié parmi les « terroriste spécialement ciblés ». Son nom est alors inscrit sur les listes noires américaines, européennes et onusiennes. Comme pour Khalifa al-Subaiy, les avoirs d'al-Nuaimy sont censés être

gelés. Mais cela ne l'empêche pas de continuer à financer *Osbat al-Ansar*, au Liban, les Shebbab en Somalie et le front *al-Nusra* en Syrie (Voir page 13, la chronique de Georges Malbrunot sur sa rencontre avec al-Nuaimy en 2016 à Doha).

La générosité d'al-Nuaimy n'épargne pas le continent Européen. A travers l'association *Eid Charity*, dont il est le co-fondateur, il finance, en Grande Bretagne, l'*Human Appeal International*, une association liée au Frères musulmans, affiliée à l'organisation Union of Good, fondée et présidée par le cheikh Youssef al-Qaradhawi, inscrite par le Trésor américain sur la liste noire des organisations finançant le terrorisme, depuis 2008 (voir, page 18, le document sur les liens sulfureux entre les Frères musulmans et l'extrémisme djihadiste,)

Et à travers sa fondation *al-Karama*, al-Nuaimy est accusé de fournir du financement à de nombreuses associations liées au Frères musulmans et à des groupes terroristes dont le Hamas palestinien, à travers deux personnages controversés basés en Suisse : le qatari Khalifa Bin Mohammed al-Rabban, patron de la branche suisse d'*al-Karama*, et l'algérien Ahcene Kerkadi, membre d'*al-Karama* et ancien cadre du Front Islamique du Salut (FIS) algérien.

Huit autres dignitaires et hommes d'affaires qata-

ris ont été épinglés par des rapports d'enquêtes occidentaux ou onusiens.

Ainsi, Salem Hassan Kuwari et Abdullah Ghanim Khawar a été accusé par le Trésor américain d'avoir « fourni plusieurs centaines de milliers de dollars à al-Qaida pour ses opérations, ainsi que pour faire libérer des détenus d'al-Qaida en Iran et ailleurs ». Un troisième citoyen qatari, Ibrahim Issa al-Bakr, a lui aussi été blacklisté par le Trésor américain pour avoir collecté des fonds pour al-Qaida et les Taliban. Il aurait aussi fourni du soutien logistique au Fond *al-Nusra* en Syrie.

En 2012, l'ancien membre du comité olympique qatari, Abdulaziz Bin Khalifa al-Attiyah a été arrêté au Liban, pour avoir fourni du financement à des activistes liés à al-Qaida en Syrie.

En 2014, deux frères de nationalité qatarie, Abd al-Malik et Ashraf Mohammed Yusuf Abd al-Salam ont été inscrits sur les listes noires américaines, en raison de leur soutien financier au front *al-Nusra* en Syrie. Ils sont les fils de Mohammed Yusuf Abd al-Salam, alias Abdulaziz al-Qatari, le fondateur du groupe djihadiste *Jund al-Aqsa* en Syrie.

Et en 2015, sous pression des Etats-Unis, Doha a gelé les avoirs de Saad al-Ka'bi et Abdelatif al-Kawari, considérés par Washington comme d'importants financiers du terrorisme, et leur a imposé une interdiction de sortie du territoire. ●

EXCLUSIF

## Cinq membres de la famille princière qatarie impliqués dans le financement du terrorisme

Longtemps les autorités de Doha ont eu pour stratégie de défense, face à la multiplication des révélations sur l'implication de nombreux dignitaires qataris dans les scandales liés au financement du terrorisme, de les qualifier d'initiatives individuelles qui ne représentent pas le gouvernement.

Or, les dernières révélations de la presse anglo-saxonne pointent du doigt des membres éminents de la famille princière. Ainsi, suite aux récentes révélations du *Times* concernant le scandale de la banque *al-Rayan*, l'ancien premier ministre et ministre des affaires étrangères, Hamad Bin Jassim al-Thani, a été pris de panique. Selon le cabinet britannique de conseil et stratégie *Cor-*

*nerstone Global*, l'ancien homme fort de Doha, qui fut le bras droit de l'ancien émir Hamad Bin Khalifa al-Thani, a procédé à la mise en vente, à des prix bradés, de plusieurs propriétés à Paris et à Londres.

En effet, le 5 août dernier le *Times* révélait qu'*al-Rayan Bank*, la plus ancienne banque Islamique en Grande Bretagne, qui assure des prestations bancaires conformes à la charia à plus de 85.000 clients, est exploitée par le Qatar pour financer une quinzaine d'organisations islamistes, dont une association inscrite sur les listes américaines des organisations terroristes et quatre autres entités (une mosquée et trois associations caritatives) qui

ont trouvé refuge auprès d'*al-Rayan Bank*, suite au gel de leurs comptes par d'autres banques britanniques, dans le cadre d'investigations liées au financement du terrorisme.

Les dix autres organisations controversées, financées par le Qatar, via la banque *al-Rayan*, sont liées au Frères musulmans. La plus célèbre est *Nectar Trust*, qui a pris le relai de la banche britannique de *Qatar Charity*, dissoute en 2014. *Nectar Trust* aurait versé via *al-Rayan Bank* plus de 37 millions de livres sterling (40 millions d'Euros) à des entités liées au Frères musulmans.

Les noms de deux autres membres de la famille al-Thani, et non des moindres, sont cités dans des investigations et des

plaintes judiciaires occidentales. Il s'agit de deux frères de l'actuel émir Tamim Bin Hamad Bin Khalifa al-Thani. Le premier, Fahad Bin Hamad Bin Khalifa al-Thani, dont les penchants salafistes sont « un secret de polichinelles connu de toutes les chancelleries occidentales », est cité dans une investigation concernant le financement de médersas (écoles coraniques) radicales au Pakistan. Quant au second, Khalid Bin Hamad Bin Khalifa al-Thani, il fait l'objet d'une plainte fédérale aux Etats-Unis, depuis le 23 juillet dernier, pour avoir commandité des tentatives de meurtre visant des citoyens américains.

Le quatrième membre de la famille princière, suspecté de financement du

terrorisme est Abdulaziz Abdulrahman al-Thani. Personnage clé des « œuvres caritatives » qataries, il a été successivement le PDG de la fondation *Qatar Charity*, du *Qatari Royal Family Council* et du *Qatari Joint Committee for Relief*. Il préside actuellement deux associations islamiques en Suisse, *Qoranona* et *Aziz Aid*, co-dirigées par Nicolas Blanco, un islamiste converti Suisse très controversé, qualifié par la presse suisse d'« islamiste le plus dangereux du pays » et surnommé le « Ben Laden de Bienne » (voir, page 12, la chronique de Ian Hamel).

Blanco a mis en place deux associations suisses, qui servent de parachutes,



à travers lesquels *Qoranona* et *Aziz Aid* apportent du soutien financier à des réseaux salafistes. Il s'agit du Conseil Central Islamique Suisse (CCIS) et de l'Association des Savant Musulmans (ASM).

Or, le secrétaire général du CCIS, le qatari Ali Bin Abdullah al-Suwaidi, figure sur la liste noire américaine des personnalités finançant le terrorisme, en raison de son soutien financier à al-Qaida. Le président de l'ASM, Abdulmohsen al-Mutairi a lui aussi été inscrit par le Trésor américain, en décembre 2016, sur la liste des personnalités finançant le terrorisme. Il en est de même pour Abdel Wahab al-Homaiqani, membre la direction de l'ASM, épinglé pour avoir fourni du soutien logistique à al-Qaida au Yémen (AQPA). Et Shefqet Krasniqi, un autre cadre de l'ASM, a été condamné au Kosovo, en février 2017, pour financement du terrorisme et évasion fiscale. ●

## Frères Musulmans et extrémisme djihadiste

# Les liens sulfureux

Au-delà de l'appartenance à l'idéologie islamiste radicale, quel est le lien commun entre al-Qaïda à Daech, pourtant rivaux ? Entre le cerveau des attentats du 11 septembre, Khalid Sheikh Mohammed, et le prédicateur vedette de la chaîne al-Jazeera, Youssef Al-Qaradawi ? Et une myriade de réseaux d'influence et de financement pro-islamiques implantés aussi bien au monde arabe que dans les grandes capitales occidentales ? La réponse est sans équivoque : la Confrérie pan-islamique des Frères musulmans ! C'est ce que démontre une étude très fouillée, intitulée *The muslim brotherhood's ties to extremists*, réalisée par le Think-tank américain Counter Extremism Project.

Malgré l'apparent pacifisme des Frères musulmans et leur prétendue « modération », le radicalisme djihadiste est né au sein de cette confrérie connue pour être la maison-mère de l'islamisme contemporain. C'est ce que s'attelle à démontrer cette étude, très bien documentée, à travers un examen détaillé des parcours et des profils de nombreuses figures du terrorisme djihadiste ayant ou ayant eu des liens étroits avec la Confrérie.

L'étude rappelle que le terrorisme djihadiste auquel le monde est confronté aujourd'hui est le prolongement d'une idéologie violente sortie des rangs des Frères musulmans. En effet, les acteurs les plus virulents du djihadisme mondial puisent leurs références dans le Qotbisme, le courant radical des frères musulmans, fondé par Sayyid Qotb, le théoricien du *Takfir* contemporain, exécuté par Nasser en 1966.

L'étude retrace les liens des leaders du djihadisme avec la Confrérie, depuis la guerre anti soviétique menée par les Moudjahidines en Afghanistan (1979 - 1989), jusqu'à l'émergence d'al-Qaïda puis de Daech.

Abdellah Azzam, le chef historique des moudjahidines arabes, connus par la suite sous le nom des *Afghans arabes*, Oussama Ben Laden, le fondateur d'al-Qaïda, Ayman al-Zawahiri, son

successeur, et Abu Bakr al-Baghdadi, le calife autoproclamé de Daech, ont tous fait leurs débuts au sein des Frères musulmans. L'étude précise que ces figures du djihadisme mondial « ont toutes appartenu aux frères musulmans, avant d'assumer leur rôles respectifs dans leurs réseaux terroristes ».

Dans la longue liste des figures djihadistes ayant été formées au sein des Frères musulmans, l'étude place le palestinien Abdallah Azzam en pole position. Issu de la Confrérie, dont il fut le chef historique de la branche palestinienne, il est devenu le père-fondateur du djihadisme global. Il fut parmi les figures les plus influentes qui ont contribué à propager la pensée frères-musulmane et implanter les réseaux de la Confrérie dans plusieurs pays arabes et asiatiques. Réseaux sur lesquels il s'appuya, par la suite, pour créer des « foyers de djihadisme transnationaux », comme le Hamas, al-Qaïda ou Lashkar-e-Toiba.

Abdul Majeed al-Zindani est une autre figure emblématique de l'islamisme radical. Fondateur de l'université *al-Iman* au Yémen, il est connu dans les milieux de renseignement pour « son rôle crucial dans l'endoctrinement de milliers de jeunes yéménites et arabes ».

Co-fondateur de la branche yéménite des Frères musulmans et de la vitrine politique locale de la Confrérie, le parti *al-Islah*, il est connu pour ses prises de position extrémistes et son engagement

en faveur des mouvements radicaux. Le Trésor américain affirme qu'il « joue un rôle clé dans l'achat d'armes au profit d'al-Qaïda et dans le financement du Hamas, mouvement affilié aux Frères musulmans ».

La capacité de nuisance de la Confrérie, dépend aussi du large public auquel elle a accès, aussi bien dans les pays musulmans qu'en Occident. Et ce grâce à un réseau mondial de virulents prédicateurs. Parmi ceux-là, l'étude cite, notamment, le cas de Hani el-Sibaï. Égyptien exilé en Angleterre, il est considéré comme l'un des « mollahs du Londonistan ». Selon l'étude, les autorités américaines l'accusent de « financer al-Qaïda et de conspirer pour commettre des actes terroristes ». Il est aussi suspecté d'être celui qui a endoctriné Mohammed Emwazi, alias Jihadi John, l'un des combattants occidentaux les plus sanguinaires de Daech.

### L'ARGENT NERF DE LA GUERRE...SAINTE !

Les liens des Frères musulmans avec l'extrémisme djihadiste ne se limitent pas à l'influence idéologique et organisationnelle ou à la radicalité du discours de nombre de ses prédicateurs. Il passe aussi par l'argent, le nerf de toute guerre, fusse-t-elle une guerre sainte.

Parmi les figures frères-musulmanes impliquées dans le financement du terrorisme djihadiste, l'étude cite le cas du saoudien Mohammad Jamal Khalifa, membre de la Confrérie et beau-frère d'Oussama Ben Laden. Elle évoque aussi une sulfureuse personnalité qatarie : l'ex-membre du conseil de surveillance de la *Qatar Islamic Bank*, Abderrahman al-Nuaïmi. Inscrit sur la liste noire des personnalités finançant le terrorisme, il est accusé par le Trésor américain de financer de nombreux groupes terroristes, parmi lesquels al-Qaïda en Irak et en Syrie, *Osbat al-Ansar* au Liban et les Shebab en Somalie.

Autre personnage non moins sulfureux, Ahmed Idriss Nasreddin, est l'un des tous premiers « banquiers Frères musulmans » accusés d'être impliqués dans le financement du terrorisme dji-



### PROPAGATION DU DISCOURS ISLAMISTE RADICAL

Au-delà du financement du terrorisme, l'étude cite de nombreux cadres de la Confrérie qui financent des œuvres destinées à propager l'islam radical et à imposer la charia, y compris dans les pays occidentaux. Parmi ceux-là, il y a notamment Ali al-Qaradaghi, le secrétaire général de l'*Union Mondiale des Savants Musulmans* (UMSM) fondée, elle aussi, par le cheikh al-Qaradawi et Basée à Doha. Ainsi que l'actuel président de cette organisation, le marocain Ahmed Raïssouni.

L'étude souligne, par ailleurs, les liens étroits et organiques des Frères

musulmans avec les leaders du Hamas palestinien, aussi bien parmi ses responsables politiques ou les chefs de sa branche armée :

Abdelaziz Rantisi, Ismael Haniyeh, Khaled Mechaal, Mohamed Deif et de nombreuses autres figures du Hamas sont officiellement affiliées aux Frères musulmans.

L'étude retrace aussi les parcours de plusieurs chefs terroristes de la mouvance djihadiste globale, qui ont « débuté » dans les rangs de la Confrérie, du pakistanais Khaled Sheikh Mohammed, le cerveau des attentats du 11 Septembre, au turc Huseyin Mustafa Peri, l'un des cadres de Daech...

### LA BIENVEILLANCE DES « GRANDS FRÈRES »

L'étude relève que les groupes djihadistes radicaux adoptent souvent un discours critique envers les Frères musulmans, même si de nombreux chefs de ces groupes émanent de la Confrérie. Cela s'explique par le fait que ces groupes sont des « mutants » couvés par la Confrérie, avant d'en sortir et devenir plus radicaux. Par contre, les Frères musulmans agissent envers ces groupes radicalisés en « grands Frères ». La preuve en est que la maison-mère de la Confrérie, lorsqu'elle a accédé au pouvoir en Égypte, a défendu politiquement et diplomatiquement des groupes djihadistes comme le Hamas ou le front *al-Nosra*, la filiale d'al-Qaïda en Syrie. ●

## Counter Terrorism Project

Le Counter Extremism Project (CEP) est un Think-tank américain, qui publie, depuis sa création en 2014, des études et rapports d'expertises sur les mouvements extrémistes et leurs réseaux de financement et d'endoctrinement. A travers les recherches qu'il réalise, le CEP œuvre pour le renforcement des lois américaines contre l'extrémisme. Parmi ses fondateurs se trouvent de nombreux anciens ambassadeurs, sénateurs et hauts fonctionnaires. Le document que nous présentons ici dresse les portraits de 40 personnalités issues des Frères musulmans qui ont des liens avec quatre organisations djihadistes à travers le monde.

# Hamza Ben Laden, la fin du rêve dynastique d'al-Qaida

La mort du fils cadet du fondateur d'al-Qaida, Hamza Ben Laden (30 ans), annoncée fin juillet dernier, puis confirmée officiellement par le Pentagone le 22 août, est l'un des coups les plus durs que la maison-mère du djihadisme mondial a subi, depuis la mort de son fondateur en mai 2011.

En effet, la disparition du « nouveau prince du djihad » a brutalement mis fin au rêve dynastique à travers lequel le nouveau chef de d'al-Qaida, Ayman al-Zawahiri, espérait redorer le blason d'une organisation vieillissante et en perte de vitesse.

Voyant son organisation concurrencée puis supplantée par la montée en puissance de Daech, al-Zawahiri a annoncé, en août 2015, l'intégration de Hamza Ben Laden au sein de la « direction centrale » d'al-Qaida. A son instigation, le « nouveau prince du djihad » a ensuite publié plusieurs messages audio incitant au combat et appelant à unifier les rangs du djihad.

Dans sa toute première missive, datée du 9 mai 2016, Hamza Ben Laden appelait à soutenir la « révolution des couteaux » en Palestine et évoquait la « libération de Jérusalem ». Un discours radical qui enflamma les réseaux sociaux djihadistes. Al-Zawahiri se mit aussitôt à rêver d'introniser à la tête d'al-Qaida un « nouveau Ben Laden », auprès duquel il jouerait, à nouveau, le fidèle n°2, comme il l'a fait, durant un quart de siècle, aux côtés du père fondateur, Oussama Ben Laden.

Affaibli par près de deux décennies de vie clandestine et critiqué par ses pairs pour son manque de charisme et d'autorité, al-Zawahiri - connu pour être un fin stratège - a vu dans l'entrée fracassante de Hamza Ben Laden sur la scène médiatico-djihadiste un « don providentiel » de nature à donner à Al-Qaida le second souffle qui lui faisait défaut depuis la perte de son fondateur.

Car, qui d'autre pourrait porter l'étendard de l'héritage d'Oussama Ben Laden mieux que son fils préféré ? Celui-là

même qui apparaissait à ses côtés, dès l'âge de 12 ans, dans la célèbre vidéo diffusée par al-Jazeera, en novembre 2001, qui fut la toute première apparition publique du chef d'al-Qaida, après les attentats du 11 septembre.

À cette aura acquise par Hamza Ben Laden, dès son plus jeune âge, du fait de sa proximité avec son père, s'est ajouté un autre facteur de popularité, non moins important, aux yeux des djihadistes : son mariage, en 2007, avec la fille de l'égyptien Mohamed Atta, le chef des commandos du 11 septembre.

De surplus, cette alliance avec la famille du kamikaze le plus célèbre du djihadisme mondial constituait un gage important, pour rassurer la « famille égyptienne » au sein d'al-Qaida quant à son avenir et son influence au sein de la mouvance djihadiste. De ce fait, al-Zawahiri pouvait

rassurer ses compatriotes que son projet d'abdication en faveur de Hamza Ben Laden n'allait pas affaiblir le clan égyptien dont la mainmise sur la direction d'al-Qaida est contestée par les djihadistes yéménites et maghrébines.

Ce projet dynastique envisagé par al-Zawahiri, en vue d'introniser un « nouveau Ben Laden » à la tête d'al-Qaida, avait un double objectif.

Il s'agissait, tout d'abord, d'instrumentaliser l'aura du nom « Ben Laden », pour redonner à al-Qaida une attractivité qui pouvait faire d'elle l'alternative idéale pour des milliers de transfuges de Daech, déboussolés par la débâcle du pseudo Califat instauré par Abou Bakr al-Baghdadi.

Par ailleurs, l'intronisation de Hamza Ben Laden pouvait aussi redonner à al-Qaida son attractivité auprès des bailleurs de fonds djihadistes des pays du Golfe, dont les flux des donations ont considérablement diminués depuis la mort d'Oussama Ben Laden et l'instauration d'une *Choura* dominée par les Égyptiens.

C'est toute cette stratégie qui a été ébranlée par le raid du 31 juillet dernier qui a ciblé et tué Hamza Ben Laden. ●

## 5 DATES

1989

**Naissance à Djeddah, en Arabie saoudite.**

2007

**Mariage en Iran avec la fille de Mohammed Atta, le chef des kamikazes du 11 septembre.**

AOÛT 2015

**Son intégration au sein de la direction d'al-Qaida est annoncée par Ayman al-Zawahiri.**

05 JANVIER 2017

**Son nom est inscrit sur la liste noir américaine des chefs terroristes plus lus recherchés. Et la récompense le concernant est augmentée à 1 million de dollar, en février 2019.**

31 JUILLET 2019

**Annnonce de sa mort lors d'un raid américain. L'information est confirmée par le Pentagone, le 22 août.**

ECRAN DE VEILLE



PROSPECTION GÉOSTRATÉGIQUE  
VEILLE SÉCURITAIRE  
CONTRE-TERRORISME  
RÉSISTANCE AUX EXTRÉMISMES

NEWSLETTER MENSUELLE  
PUBLIÉE PAR LE SITE :  
[www.global-watch-analysis.com](http://www.global-watch-analysis.com)

ROOSEVELT HOUSE,  
6 AVENUE FRANKLIN ROOSEVELT,  
75008, PARIS  
TEL. : +33 1 70 91 5507  
FAX : +33 1 70 91 55 66

[contact@global-watch-analysis.com](mailto:contact@global-watch-analysis.com)

SOCIÉTÉ ÉDITRICE :  
COUNTRIES REPORTS  
PUBLISHING

COMPANY NUMBER :  
06741319

191 WALTHAM WAY,  
LONDON, E4 8AG,  
ROYAUME UNI.

Rédacteur en chef,  
responsable de la publication :  
ATMANE TAZAGHART

Experts et consultants  
de la rédaction :

ROLAND JACQUARD  
CHRISTIAN MALARD  
IAN HAMEL  
MARTINE GOZLAN  
FABIENNE DURAND GEORGES  
MALBRUNOT

Comité de Rédaction :  
ASIMA RAMDANI (rédactrice en chef adjointe),  
NICOLAS CHÈNE (rédacteur en chef vidéo),  
MOHAMED AL KHEDIRI (rédacteur), YACINE  
TAZAGHART (JRI), LOUIZA MELHAA (secrétaire  
de rédaction).

Infographie et maquette : MXB.

Informatique et web : AMAR MERIECH.

Traduction : ARABICSI, CHAUSSÉE  
DE SAINT-1180, UCCLE, BELGIQUE.